

**N° 8257**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2022-2023

---

**PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg  
à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association  
internationale de développement (AID)**

\* \* \*

*Document de dépôt*

*Dépôt: le 29.6.2023*

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

*Article unique.* – Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID).

Château de Berg, le 27 juin 2023

*La Ministre des Finances,*

Yuriko BACKES

HENRI

\*

**EXPOSE DES MOTIFS**

Régulièrement le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés des projets de lois destinés à faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales. Le présent projet a pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement.

L'AID est supervisée par ses 174 pays actionnaires, qui composent le Conseil des gouverneurs. Ses activités sont administrées par le personnel opérationnel de la Banque mondiale, les Gouvernements et les organes d'exécution dans les pays où elle finance des projets de développement.

L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'AID et examiner son cadre d'action. Les représentants des États bailleurs de fonds (appelés « délégués à l'AID ») et des représentants des pays membres emprunteurs veillent à ce que les cadres d'action et de financement de l'AID répondent bien aux besoins des pays. Le personnel de l'AID se concerta aussi avec des organisations de la société civile (OSC), des fondations et des groupes de réflexion du monde entier lors de l'élaboration de ses cadres d'action.

La reconstitution la plus récente des ressources de l'AID – la 20e (AID-20) – s'est achevée en mars 2022, par une reconstitution record de 93 milliards de dollars américains (contre 82 milliards de dollars américains pour AID-19). Le thème général d'AID-20 est « Reconstruire en mieux après la crise: vers un avenir vert, résilient et inclusif ». Ce programme pour le financement de projets sur la période 1<sup>er</sup> juillet 2022 – 30 juin 2025 aidera les pays à faible revenu à reconstruire leur économie face à des crises qui se chevauchent – changement climatique, COVID-19, conflits, inflation, augmentation de la dette et insécurité alimentaire.

AID-20 aidera les pays à relever ces défis en :

- Donnant la priorité aux investissements dans le capital humain tels que l'éducation, la santé et la nutrition, et les vaccins COVID-19 ;
- Renforçant la résilience des systèmes alimentaires et fourniture d'un soutien d'urgence. AID-20 soutiendra l'agriculture et les systèmes de protection sociale pour accroître la production alimentaire et aider les familles à amortir les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires ;
- Approfondissant le soutien pour se préparer aux crises futures, y compris les pandémies, les chocs financiers et les risques naturels ;
- Renforçant l'action sur le changement climatique, y compris les actions pour soutenir l'adaptation, préserver la biodiversité et permettre aux pays de passer à une voie de développement à faibles émissions avec une transition juste ;
- Fournissant un soutien accru et flexible aux pays confrontés à la fragilité et aux conflits ;
- Mettant en œuvre une politique de la dette pour promouvoir des pratiques durables d'emprunt et de prêt dans les pays AID.

Dans le but d'établir un équilibre entre la continuité et l'innovation, AID-20 maintiendra les quatre thèmes spéciaux d'AID-19 (à savoir changement climatique ; fragilité, conflit et violence ; genre ; et emplois et transformation économique) et fera du capital humain le cinquième thème spécial. AID-20 intensifiera également les efforts de redressement en se concentrant sur quatre questions transversales, à savoir viabilité et transparence de la dette, gouvernance et institutions, technologie et préparation aux crises (comme nouvelle question transversale). Les trois premières sont également des questions transversales dans AID-19. Le handicap, qui est une question transversale dans AID-19, sera traité sous le thème du capital humain dans AID-20.

AID-20 continuera à travailler en étroite collaboration avec les pays pour atteindre leurs objectifs de développement à long terme tels que l'égalité des sexes et la création d'emplois, en mettant l'accent sur la gouvernance et les institutions, et en réduisant la fracture numérique pour favoriser la transformation économique et l'inclusion sociale.

Le paquet de 93 milliards de dollars américains a été rendu possible grâce aux contributions des donateurs de 52 pays à revenu élevé et intermédiaire totalisant 23,5 milliards de dollars américains, avec un financement supplémentaire levé sur les marchés des capitaux, des remboursements et les propres contributions de la Banque mondiale. Plusieurs mesures d'optimisation du bilan sont introduites dans le cadre de financement pour AID-20 afin d'élargir la portée des contributions des donateurs au profit des pays AID. Soutenu par son modèle de financement innovateur permettant de mobiliser plus de trois euros de pouvoir d'engagement pour chaque euro fourni au titre des contributions des bailleurs de fonds en contractant sur le marché financier des emprunts à des taux d'intérêt bas, grâce à son triple A, AID-20 réunit l'enveloppe la plus ambitieuse jusqu'à présent.

Depuis sa création, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 466 millions de dollars américains. Eu égard au rôle central de l'AID ainsi que de la reconstitution de ses ressources s'inscrivant dans un contexte d'ambitions mondiales accrues et d'intensification des risques, son importance cruciale en tant que plate-forme de l'aide au développement mondial est indéniable. C'est la raison pour laquelle le Luxembourg a annoncé qu'il contribuera 61,21 millions d'euros à la vingtième reconstitution de l'AID, laquelle maintient sa part de 0,21% de l'enveloppe globale de l'AID.

Cette contribution traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID et du groupe Banque mondiale de fournir une aide efficace, rapide et adaptée aux besoins des pays les plus pauvres. Elle confirme également la volonté du Luxembourg de continuer à soutenir de manière vigoureuse les programmes d'aide des institutions multilatérales de développement. Elle illustre la conviction du Gouvernement que l'aide multilatérale est un instrument efficace et efficient de l'aide au développe-

ment. En effet, les organisations multilatérales exhibent souvent des connaissances plus approfondies et une expérience plus poussée que les pays donateurs pris individuellement. Elles permettent la réalisation d'économies d'échelle, offrent un vaste potentiel de synergies, évitent, par cela, le double emploi et poussent à la coordination. Il en résulte des processus moins onéreux et plus structurés. Finalement, le multilatéral est traditionnellement délié. Par conséquent, il facilite aux pays en développement l'appropriation des stratégies et programmes de lutte contre la pauvreté.

La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un billet à ordre (« promissory note ») de 61 210 000 euros dont l'amortissement est prévu d'après l'échéancier suivant :

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)</i>
2024	15 185 000 €	24,81 %
2025	10 740 000 €	17,55 %
2026	9 945 000 €	16,25 %
2027	8 660 000 €	14,15 %
2028	7 130 000 €	11,65 %
2029	5 260 000 €	8,59 %
2030	3 215 000 €	5,25 %
2031	1 075 000 €	1,76 %
	61 210 000 €	100,00%

Les contributions antérieures du Luxembourg à l'AID se résument comme suit :

<i>Année</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions)</i>	<i>Suppléments (millions)</i>	<i>Total (millions)</i>
Souscription initiale +	3 février 1964	0,38 USD	/	0,75 USD
IDA-1		0,37 USD		
IDA-2	26 mai 1967	0,60 USD	/	0,60 USD
IDA-3	30 mai 1972	1,20 USD	/	1,20 USD
IDA-4	24 mars 1975	2,25 USD	/	2,25 USD
IDA-5	31 décembre 1976	3,60 USD	/	3,60 USD
IDA-6	8 novembre 1980	6,00 USD	0,50 USD	6,50 USD
IDA-7	27 février 1987	4,50 USD	/	4,50 USD
IDA-8	15 novembre 1988	5,75 USD	/	5,75 USD
IDA-9	27 février 1991	5,85 DTS	/	5,85 DTS
IDA-10	24 février 1994	6,50 DTS	0,50 DTS	7,00 DTS
IDA-11	14 mai 1997	8,05 DTS	0,95 DTS	9,00 DTS
IDA-12	9 juin 1999	8,64 DTS	/	8,64 DTS
IDA-13	10 novembre 2003	14,38 EUR	/	14,38 EUR
IDA-14	30 mars 2006	28,83 EUR	/	28,83 EUR
IDA-15	19 décembre 2008	40,27 EUR	/	40,27 EUR
IDA-16	26 mars 2012	48,95 EUR	0,74 EUR	49,69 EUR
IDA-17	15 novembre 2015	50,40 EUR	/	50,40 EUR
IDA-18	6 juin 2018	56,45 EUR	/	56,45 EUR
IDA-19	10 juillet 2020	61,07 EUR	/	61,07 EUR

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Article unique.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 61 210 000 euros à la vingtième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article unique prévoit l'autorisation pour le Gouvernement de participer à hauteur de 61 210 000 euros à la vingtième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID) du Groupe de la Banque mondiale conformément à la résolution n° 248 adoptée le 31 mars 2022 par le Conseil des gouverneurs de l'AID.

\*

## FICHE FINANCIERE

(Art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État)

Le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement impliquera l'émission en 2024 d'un billet à ordre (« promissory note ») d'un montant de EUR 61 210 000.

Ce montant sera imputé sur l'article budgétaire 34.8.84.037 (Décaissement de „Billets à ordre“ émis au profit d'institutions financières internationales dans le cadre de reconstitutions des ressources (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)).

Le tirage du billet à ordre est prévu d'après l'échéancier suivant :

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)</i>
2024	15 185 000 €	24,81 %
2025	10 740 000 €	17,55 %
2026	9 945 000 €	16,25 %
2027	8 660 000 €	14,15 %
2028	7 130 000 €	11,65 %
2029	5 260 000 €	8,59 %
2030	3 215 000 €	5,25 %
2031	1 075 000 €	1,76 %
	61 210 000 €	100,00%

Au regard des règles du Système européen des comptes SEC 2010, seul le montant appelé du billet à ordre au cours d'une année civile sera comptabilisé dans le déficit national annuel de la même année. Ces règles sont susceptibles de modification dans les mois à venir.

\*

## FICHE D’EVALUATION D’IMPACT

### Coordonnées du projet

<b>Intitulé du projet :</b>	<b>Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l’Association internationale de développement</b>
<b>Ministère initiateur :</b>	<b>Ministère des Finances</b>
<b>Auteur(s) :</b>	<b>Arsène Jacoby/ Miguel Marques</b>
<b>Téléphone :</b>	<b>2478 2709/ 2478 2621</b>
<b>Courriel :</b>	<b>Arsene.jacoby@fi.etat.lu/ Miguel.marques@fi.etat.lu</b>
<b>Objectif(s) du projet :</b>	<b>Le projet de loi a pour objet d’autoriser le gouvernement luxembourgeois à participer à la reconstitution des ressources financières de l’Association internationale de développement</b>
<b>Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s) impliqué(e)(s) :</b>	<b>Aucun</b>
<b>Date :</b>	<b>20/02/2023</b>

### Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui  Non   
 Si oui, laquelle/lesquelles :  
 Remarques/Observations :
  
2. Destinataires du projet :
  - Entreprises/Professions libérales : Oui  Non
  - Citoyens : Oui  Non
  - Administrations : Oui  Non
  
3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.<sup>1</sup>   
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l’entreprise et/ou son secteur d’activité ?)  
 Remarques/Observations :
  
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui  Non   
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d’une façon régulière ? Oui  Non   
 Remarques/Observations :
  
5. Le projet a-t-il saisi l’opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d’autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui  Non   
 Remarques/Observations :

<sup>1</sup> N.a. : non applicable.

6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui  Non
- Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui  Non  N.a.
  - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui  Non  N.a.
  - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui  Non  N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui  Non  N.a.
- Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui  Non  N.a.
- Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui  Non
  - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui  Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui  Non  N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui  Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui  Non  N.a.   
 Si oui, lequel ?  
 Remarques/Observations :

#### Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
 Si oui, expliquez de quelle manière :
  - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
 Si oui, expliquez pourquoi : Il s'agit d'une opération purement financière.
  - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui  Non   
 Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui  Non  N.a.   
 Si oui, expliquez de quelle manière :

#### Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>5</sup> ? Oui  Non  N.a.   
 Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>6</sup> ? Oui  Non  N.a.   
 Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

\*

<sup>5</sup> Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

## International Development Association Board of Governors

**RESOLUTION No. 248****ADDITIONS TO RESOURCES: TWENTIETH REPLENISHMENT****WHEREAS:**

- (A) The members of the International Development Association (the “Association”) have recognized the urgent need to increase the financing of the Association to its borrowing countries to further support the response to and recovery from the COVID-19 pandemic;
- (B) In recognition of the strong demand for additional resources in the face of the COVID-19 pandemic, the Executive Directors of the Association have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to:
  - (i) shorten the period of the Nineteenth Replenishment of resources authorized by Resolution No. 244 of the Board of Governors (the “Nineteenth Replenishment”) by one year and adjust the financing envelope for the Nineteenth Replenishment; and
  - (ii) authorize a replenishment of resources for new financing commitments for the period from July 1, 2022 to June 30, 2025 (the “Twentieth Replenishment”) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, “Additions to Resources: Twentieth Replenishment – Building Back Better from the Crisis: Toward a Green, Resilient and Inclusive Future,” (the “Report”), approved by the Executive Directors on February 17, 2022, and submitted to the Board of Governors;
- (C) The members of the Association agree that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;
- (D) Additional subscriptions are to be authorized:
  - (i) for members of the Association that have expressed their intention, subject to any necessary legislative authorization, to make available additional resources to the Association, and
  - (ii) for other members of the Association pursuant to the provisions of Article III, Section 1(c) of the Articles of Agreement of the Association (the “Articles”) to give each such member an opportunity to subscribe, under such conditions as shall be reasonably determined by the Association, an amount which will enable it to maintain its relative voting power;
- (E) Recipient Members (as defined in paragraph 13(a) below) are to receive additional votes to enhance Recipients’ voice, on the basis of the agreement of Non-Recipient Members (as defined in paragraph 13(b) below) and Interstitial Non-Recipient Members (as defined in paragraph 13(a) below) to waive their rights under Article III, Section 1(c) of the Articles;
- (F) It is desirable to provide for a portion of resources to be subscribed by members to be paid to the Association as advance subscriptions;
- (G) Additional subscriptions are to be authorized for members to provide compensation for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative; and to reflect the grant element of concessional loans made by members to the Association;
- (H) The Executive Directors of the Association have authorized the borrowing of concessional loans from members (each a “Concessional Partner Loan”) (“CPL”) in the currencies and on the terms and conditions as approved by the Executive Directors and it is intended that the grant element of the CPLs will form part of the member’s subscriptions hereunder;
- (I) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees, equity investments, and the intermediation of risk management products in addition to loans; and
- (J) It is desirable to administer any remaining funds from the Nineteenth Replenishment as part of the Twentieth Replenishment.

**NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS** the Report as approved by the Executive Directors, **NOTES** its conclusions and recommendations, **AND RESOLVES**



**THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1. *Adjustment of the Period of the Nineteenth Replenishment.*

- (a) Resolution No. 244 is amended in Recital A to read as follows:  
 “The Executive Directors of the International Development Association (the “Association”) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2020 to June 30, 2022 (the “Nineteenth Replenishment”) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, “Additions to Resources: Nineteenth Replenishment,” (the “Report”), approved by the Executive Directors on February 11, 2020, and submitted to the Board of Governors;”
- (b) Except as provided in paragraph 1(a) above, all other terms of Resolution No. 244 of the Board of Governors shall remain the same.

2. *Authorization of Subscriptions under the Twentieth Replenishment.*

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each member in the amounts and in the currencies specified for each such member in Columns 5, 6 and 8 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.
  - (i) As part of the resources described in paragraph 2(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions from members to compensate the Association for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column 8 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.
  - (ii) As part of the resources described in paragraph 2(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions from members reflecting the grant element of a CPL in the amounts specified in Column 6 of Table 1a- SDR attached to this Resolution.
- (b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no subscription is specified in Table 2 and additional subscriptions from members incremental to the amounts specified for each such member in Tables 1a and 1b.
- (c) The rights and obligations of the Association and the members that make available additional resources to the Association pursuant to paragraph 4(b) below in respect of the authorized subscriptions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety percent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

3. *Agreement to Pay.*

- (a) When a member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution (“Instrument of Commitment”) and with respect to:
  - (i) its subscription for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative, a member will either include such subscription in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 10(a) of this Resolution; and
  - (ii) a CPL, a member will enter into written agreement(s) in such form as maybe acceptable to the Association.
- (b) When a member that is referred to in paragraph 4(b) below agrees to pay the first part of its subscription without qualification and the other part is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit (other than in respect of the grant element of a CPL) a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association (“Qualified Instrument of Commitment”) and such member:
  - (i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription by the payment dates set out in paragraph 4(b) of this Resolution; and
  - (ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

#### 4. *Payment Timeline.*

- (a) Each Recipient Member and Interstitial Non-Recipient Member that agrees to subscribe only up to an amount necessary to enable it to maintain its relative voting power, will pay such amount to the Association in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Twentieth Replenishment shall not have become effective by March 15, 2023, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 7(a) of this Resolution.
- (b) A member, other than such members referred to in paragraph 4(a) above, that agrees to subscribe to an amount and that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment, will pay to the Association the amount of its subscription in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, April 15, 2024, and April 15, 2025; provided that:
  - (i) the Association and each member may agree to earlier payment;
  - (ii) if the Twentieth Replenishment shall not have become effective by March 15, 2023, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Twentieth Replenishment becomes effective;
  - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment; and
  - (iv) if any member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.
- (c) If a member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.
- (d) Each member that makes a subscription through the grant element of a CPL will pay to the Association the amount of the Loan in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, April 15, 2024, and April 15, 2025, or as agreed with the Association.

#### 5. *Mode of Payment.*

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member:
  - (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or
  - (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be nonnegotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.
- (b) The Association will encash notes or similar obligations of the members referred to in paragraph 4(b) above, on an approximately pro rata basis among such members, in accordance with the encashment schedule set out in Attachment II to this Resolution, or as agreed between a member and the Association. With respect to a member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution as may be applicable.

#### 6. *Currency of Denomination of Payments.*

- (a) Members that provide the amount of their subscriptions pursuant to paragraph 4(a) above will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association. Payments will be made in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (b) Members that provide the amount of their subscriptions pursuant to paragraph 4(b) above will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the cur-

rency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2017-2019, as determined by the Association, its subscription will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association. Payments will be made in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as required for its operations.

- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived there from as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.
- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.
- (e) Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, a member that makes a subscription through the grant element of a CPL will denominate and make payment of such CPL in SDRs or any other currencies approved by the Executive Directors and as defined in their respective loan agreements.

#### 7. *Effective Date.*

- (a) The Twentieth Replenishment will become effective and the resources to be subscribed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the "Effective Date") when the members referred to in paragraph 4(b) above, whose subscriptions aggregate not less than SDR 9,868 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment, Qualified Instruments of Commitment, Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 10(b) of this Resolution) or duly executed concessional loan agreements to provide the CPLs, provided that this date shall be not later than March 15, 2023, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.
- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.
- (c) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Twentieth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, to use one third of the agreed Replenishment amount, for grants, loans, guarantees, equity investments and risk management products.

#### 8. *Advance Subscriptions.*

- (a) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Twentieth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription for which -
  - (i) an Instrument of Commitment has been deposited with the Association;
  - (ii) a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 10(b) of this Resolution) has been received by the Association; or
  - (iii) a duly executed concessional loan agreement for a CPL has been received by the Association;
 as an "Advance Subscription" to use for grants, loans, guarantees, equity investments and risk management products, unless the member referred to in paragraph 4(b) above specifies otherwise in its Instrument of Commitment, Debt Relief Transfer Notification or concessional loan agreement for a CPL.
- (b) The Association shall specify when Advance Subscriptions pursuant to paragraph 8(a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to subscriptions to the Twentieth Replenishment shall apply also to Advance Subscriptions until the Effective Date, when such subscriptions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each member referred to in paragraph 4(b) above, for its subscription.

- (d) In the event that the Twentieth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 7(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Subscription as if it had been made as a subscription under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Subscription will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.
9. *Authority to Use Subscription.*
- (a) Subscriptions will become available for use by the Association for financing to eligible recipients upon receipt of the Instruments of Commitment and after the Effective Date, provided that Advance Subscriptions may become available earlier under paragraph 8(a) of this Resolution.
- (b) Any qualified part of a subscription notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for use by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 3(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.
- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Twentieth Replenishment become available for commitment by the Association.
10. *HIPC Subscriptions.*
- (a) Members making an additional subscription to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative, will do so either: (i) through an additional subscription to the Association's regular resources (a "Debt Relief Additional Subscription") or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window or of the Debt Relief Trust Fund ("Debt Relief Transfer Contribution").
- (b) Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund, send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund (each a "Debt Relief Transfer Notification"). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amount set forth in Column 8 of Table 1a-SDR to this Resolution, to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, April 15, 2024, and April 15, 2025; provided that the Association and each member may agree to earlier payment.
- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription under the Twentieth Replenishment.
11. *Authorization of Grants, Guarantees, Equity Investments and Risk Intermediation.* The Association is hereby authorized to provide financing under the Twentieth Replenishment in the form of grants and guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products.
12. *Administration of IDA19 Funds under the Twentieth Replenishment.*
- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Nineteenth Replenishment will be administered under the Twentieth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Nineteenth Replenishment.
- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a) (i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 12(a) above, and funds derived there from as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants, guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products under the terms, conditions and policies applicable under the Twentieth Replenishment.
13. *Allocation of Voting Rights under the Twentieth Replenishment.* The IDA Voting Rights Framework recommended by the Executive Directors is hereby approved and, notwithstanding the provisions of paragraph 7 of this Resolution, is effective immediately. On the basis of the IDA Voting Rights

Framework, voting rights shall be allocated to members for subscriptions under the Twentieth Replenishment, in addition to their current voting rights, as follows:

- (a) (i) Each member that is determined to be eligible to receive financing from the Association on or about July 1 immediately preceding the date of submission of this Resolution to the Board of Governors but excluding members that are proposed to graduate from the Association during the Twentieth Replenishment (“Recipient Member”) and (2) each member that is not a Recipient Member but was eligible to receive financing from the Association any time during the period covered by the Fifteenth Replenishment through the Nineteenth Replenishment (“Interstitial Non-Recipient Member”) that agrees to subscribe only up to an amount necessary to enable it to maintain its relative voting power and has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan which are allocated as per (d) below) shall be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 4(a) of this Resolution on the basis of one additional vote for each \$25 of its additional subscription authorized by the Association for such member to enable it to maintain its relative voting power.
- (ii) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member that agrees to subscribe to an amount exceeding such amount necessary to enable it to maintain its relative voting power and has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan which are allocated as per (d) below) shall be allocated one-third the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 4(b) of this Resolution on the basis of:
  - (A) one additional vote for each \$25 of its additional subscription authorized by the Association for such member to enable it to maintain its relative voting power; and
  - (B) one additional vote for each \$17,670 of its additional subscription authorized in excess of the amount in subparagraph (A) above.
- (iii) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member referred to in subparagraph (i) above shall be allocated the additional membership votes specified in Column d-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (iv) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member referred to in subparagraph (ii) above shall be allocated the additional membership votes specified in Column d-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one-third of its subscription votes.
- (v) Each Recipient Member shall be allocated the additional votes (“Recipient Boost Votes”) specified in Column b-1 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (b) Each member that is not a Recipient Member or an Interstitial Non-Recipient Member (“Non-Recipient Member”) that has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan) shall be allocated one-third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 4(b) of this Resolution on the basis of one additional vote for each \$17,670 of its additional subscription. Each such member shall be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one-third of its subscription votes.
- (c) Each member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column c-2 of Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative.
- (d) Each member that has provided a CPL in the amount provided in Table 1b will be notified by the Association of the grant element determined by the Association with respect to the CPL and will be allocated, in respect of such grant element, a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column c-2 of Table 2 from time to time following payment to the Association of the CPL.

- (e) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription.
- (f) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (g) If a member fails to pay any amount of its subscription when due, or fails to pay when due any amount of (or due in connection with) a CPL, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Twentieth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in the net present value of such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in the net present value of such payments causing such adjustment is subsequently made up.
- (h) If a member makes available, on or after the date this Resolution is adopted by the Board of Governors, additional resources to the Association in the form of subscriptions, pursuant to the authorization to the Association under the respective resolutions for any replenishment from the Eleventh Replenishment through to the Nineteenth Replenishment to accept additional resources from any member (i) for which no contribution is specified under such resolutions, or (ii) incremental to the amounts specified for such member in such resolutions, such member shall be allocated voting rights, and other members shall have the opportunity to exercise their preemptive right, in respect of this additional subscription, in accordance with the IDA Voting Rights Framework and the provisions of this paragraph 13.

*(Adopted on March 31, 2022)*



**Table 1a-SDR. Contributions to the Twentieth Replenishment**  
(Contribution Amounts in SDR millions)

Contributing Members	Total Donor Contributions <sup>1/</sup>		Basic Contribution				HIPC Costs		Net Share <sup>7/</sup>	Net Share (Illustrative Reference) <sup>7/</sup>	
	Gross Share <sup>4/</sup>	Amount	Share <sup>5/</sup>	Amount	Grant Amount	of which		Share <sup>6/</sup>	Amount	(9)	(10)
						Grant Element of Concessional Loan Amount					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		
Algeria	0.08%	19.59	0.08%	19.59	19.59	-	0.00%	-	0.12%	0.11%	
Argentina	0.01%	2.10	0.01%	1.57	1.57	-	0.20%	0.53	0.01%	0.01%	
Australia	1.07%	257.93	1.07%	253.67	253.67	-	1.61%	4.26	1.57%	1.48%	
Austria	1.51%	364.00	1.52%	361.72	361.72	-	0.86%	2.28	2.21%	2.09%	
Belgium	1.55%	372.91	1.55%	368.37	319.92	48.45	1.71%	4.53	2.27%	2.14%	
Canada	3.45%	828.90	3.44%	817.93	817.93	-	4.14%	10.97	5.04%	4.76%	
China	3.84%	923.50	3.88%	923.24	923.24	-	0.10%	0.26	5.62%	5.30%	
Croatia	0.01%	2.33	0.01%	2.33	2.33	-	0.00%	-	0.01%	0.01%	
Cyprus	0.02%	4.82	0.02%	4.77	4.77	-	0.02%	0.05	0.03%	0.03%	
Czech Republic	0.05%	12.63	0.05%	12.47	12.47	-	0.06%	0.16	0.08%	0.07%	
Denmark	1.10%	264.67	1.10%	261.46	261.46	-	1.21%	3.21	1.61%	1.52%	
Egypt, Arab Rep. of	0.02%	4.33	0.02%	4.30	4.30	-	0.01%	0.03	0.03%	0.02%	
Estonia	0.02%	4.29	0.02%	4.27	4.27	-	0.01%	0.03	0.03%	0.02%	
Finland	0.43%	104.02	0.43%	102.27	102.27	-	0.66%	1.75	0.63%	0.60%	
France	5.06%	1,216.87	5.04%	1,199.32	1,199.32	-	6.62%	17.54	7.40%	6.99%	
Germany	5.62%	1,351.08	5.55%	1,320.95	1,320.95	-	11.37%	30.13	8.21%	7.76%	
Hungary	0.06%	14.44	0.06%	14.28	14.28	-	0.06%	0.16	0.09%	0.08%	
Iceland	0.04%	10.15	0.04%	10.08	10.08	-	0.03%	0.08	0.06%	0.06%	
India	0.69%	165.76	0.69%	164.85	164.85	-	0.34%	0.90	1.01%	0.95%	
Indonesia	0.09%	20.99	0.09%	20.85	20.85	-	0.05%	0.14	0.13%	0.12%	
Ireland	0.37%	88.46	0.37%	87.92	87.92	-	0.20%	0.53	0.54%	0.51%	
Israel	0.08%	19.96	0.08%	19.66	19.66	-	0.11%	0.30	0.12%	0.11%	
Italy	2.05%	493.85	2.03%	483.78	483.78	-	3.80%	10.07	3.00%	2.83%	
Japan	10.00%	2,405.85	9.93%	2,363.45	2,363.45	-	16.00%	42.40	14.63%	13.81%	
Korea	1.50%	360.88	1.50%	356.90	356.90	-	1.50%	3.98	2.19%	2.07%	
Kuwait	0.20%	47.60	0.20%	47.21	47.21	-	0.15%	0.39	0.29%	0.27%	
Latvia	0.02%	5.04	0.02%	5.02	5.02	-	0.01%	0.03	0.03%	0.03%	
Lithuania	0.02%	5.05	0.02%	5.03	5.03	-	0.01%	0.03	0.03%	0.03%	
Luxembourg	0.21%	51.11	0.21%	50.61	50.61	-	0.19%	0.50	0.31%	0.29%	
Malaysia	0.03%	6.30	0.03%	6.09	6.09	-	0.08%	0.20	0.04%	0.04%	
Mexico	0.05%	11.89	0.05%	11.73	11.73	-	0.06%	0.16	0.07%	0.07%	
Morocco	0.01%	3.50	0.01%	3.50	3.50	-	0.00%	-	0.02%	0.02%	
Netherlands	2.94%	706.59	2.94%	698.98	698.98	-	2.87%	7.61	4.30%	4.06%	
New Zealand	0.11%	27.27	0.11%	26.93	26.93	-	0.13%	0.34	0.17%	0.16%	
Nigeria	0.06%	14.15	0.06%	14.02	14.02	-	0.05%	0.13	0.09%	0.08%	
Norway	1.14%	274.01	1.13%	269.56	269.56	-	1.68%	4.45	1.67%	1.57%	
Pakistan	0.08%	19.59	0.08%	19.59	19.59	-	0.00%	-	0.12%	0.11%	
Philippines	0.02%	4.18	0.02%	4.09	4.09	-	0.03%	0.09	0.03%	0.02%	
Poland	0.07%	15.67	0.07%	15.59	15.59	-	0.03%	0.08	0.10%	0.09%	
Portugal	0.04%	9.96	0.04%	9.86	9.86	-	0.04%	0.10	0.06%	0.06%	
Russia	0.15%	34.98	0.15%	34.98	34.98	-	0.00%	-	0.21%	0.20%	
Saudi Arabia	2.04%	489.74	2.05%	488.60	488.60	-	0.43%	1.14	2.98%	2.81%	
Singapore	0.20%	48.11	0.20%	47.73	47.73	-	0.14%	0.38	0.29%	0.28%	
Slovak Republic	0.01%	2.40	0.01%	2.38	2.38	-	0.01%	0.03	0.01%	0.01%	
South Africa	0.04%	9.71	0.04%	9.47	9.47	-	0.09%	0.24	0.06%	0.06%	
Spain	1.01%	243.56	1.00%	238.29	238.29	-	1.99%	5.28	1.48%	1.40%	
Sweden	3.14%	755.32	3.14%	747.66	747.66	-	2.89%	7.66	4.59%	4.34%	
Switzerland	2.10%	506.28	2.10%	500.18	500.18	-	2.30%	6.09	3.08%	2.91%	
Thailand	0.03%	7.22	0.03%	7.18	7.18	-	0.01%	0.04	0.04%	0.04%	
Turkey	0.04%	9.87	0.04%	9.87	9.87	-	0.00%	-	0.06%	0.06%	
United Kingdom	5.71%	1,374.78	5.65%	1,345.12	1,345.12	-	11.19%	29.65	8.36%	7.89%	
United States	10.18%	2,448.68	10.07%	2,395.36	2,395.36	-	20.12%	53.32	14.89%	14.06%	
<b>Sub-total Contributing Members</b>		<b>16,446.87</b>		<b>16,194.63</b>	<b>16,146.18</b>	<b>48.45</b>		<b>252.24</b>	<b>100.00%</b>		
<b>Additional financing <sup>2/</sup></b>	<b>0.05%</b>	<b>11.35</b>									
<b>Total</b>		<b>16,458.22</b>									

1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.

2/ Represents the investment income estimated to generated by using a regular encashment profile of 9 years vs. an 11-year profile.

3/ Includes an increase in basic share achieved through accelerated encashments.

4/ Gross shares are calculated using the target amount of SDR 24,058.48 million (equivalent to US\$34,387.75 million). This figure is derived by grossing up the IDA20 targeted funding volume of US\$24.9 billion by the carried-forward prevailing gap of 27.59 percent. With IDA20 Partners' total shares not adding to 100 percent of target, the resulting structural gap is 31.58 percent.

5/ Basic shares are calculated using the target amount of SDR 23,793.48 million (equivalent to US\$34,008.97 million). This figure is derived as explained in footnote 4 and subtracting the total HIPC cost for IDA20 of SDR 265.00 million (US\$378.78 million).

6/ HIPC contributions are calculated by applying HIPC shares agreed by Partners in the past replenishments, unless otherwise indicated by an individual Partner, to the total HIPC cost for IDA20 of SDR 265.00 million (equivalent to US\$378.78 million).

7/ "Net Share" represents individual donor contribution as a percentage share of the actual sum of all donor contributions which total US\$23,508.17 million. "Net Share (Illustrative Reference)" reflects individual donor contribution as a percentage share of the target donor contribution of US\$24.9 billion.

**Table 1a-CoC. Contributions to the Twentieth Replenishment**  
(Contribution Amounts in Currency of Contribution (CoC), millions)

Contributing Members	Total Donor Contributions <sup>1/</sup>				Basic Contribution	HIPC Costs	FX Rates
	Currency of Contribution <sup>2/</sup> (1)	Amount <sup>3/</sup> (2)	Acceleration Credit Amount (3)	Grant Element of Concessional Loan Amount (4)	Amount <sup>3/</sup> (5)	Amount <sup>3/</sup> (6)	(SDR/CoC) (7)
Algeria	USD	28.00	-	-	28.00	-	1.42934
Argentina	USD	3.00	-	-	2.24	0.76	1.42934
Australia	AUD	488.01	-	-	479.97	8.04	1.88515
Austria	EUR	435.89	-	-	433.16	2.73	1.19751
Belgium	EUR	388.54	-	58.02	383.11	5.43	1.19751
Canada	CAD	1,472.50	-	-	1,453.01	19.49	1.77644
China	CNY	8,544.44	-	-	8,541.99	2.45	9.25221
Croatia	HRK	21.00	-	-	21.00	-	9.01495
Cyprus	EUR	5.77	-	-	5.71	0.06	1.19751
Czech Republic	CZK	388.90	-	-	384.00	4.90	30.78998
Denmark	DKK	2,357.00	-	-	2,328.44	28.56	8.90558
Egypt, Arab Rep. of	USD	6.19	-	-	6.15	0.04	1.42934
Estonia	EUR	5.10	0.04	-	5.07	0.03	1.19751
Finland	EUR	125.00	-	-	122.91	2.09	1.19751
France	EUR	1,457.21	-	-	1,436.20	21.01	1.19751
Germany	EUR	1,617.93	-	-	1,581.85	36.08	1.19751
Hungary	HUF	6,164.14	-	-	6,096.24	67.90	427.02226
Iceland	ISK	1,812.59	-	-	1,798.40	14.19	178.49609
India	INR	17,480.00	-	-	17,384.92	95.08	105.45636
Indonesia	USD	30.00	-	-	29.80	0.20	1.42934
Ireland	EUR	105.93	-	-	105.29	0.64	1.19751
Israel	ILS	93.20	-	-	91.80	1.40	4.66982
Italy	EUR	591.39	-	-	579.33	12.06	1.19751
Japan	JPY	376,743.34	-	-	370,103.72	6,639.62	156.59480
Korea	KRW	584,773.42	-	-	578,332.16	6,441.26	1,620.42209
Kuwait	KWD	20.50	-	-	20.33	0.17	0.43063
Latvia	EUR	5.97	0.07	-	5.94	0.03	1.19751
Lithuania	EUR	6.00	0.05	-	5.97	0.03	1.19751
Luxembourg	EUR	61.21	-	-	60.61	0.60	1.19751
Malaysia	USD	9.00	-	-	8.71	0.29	1.42934
Mexico	USD	17.00	-	-	16.77	0.23	1.42934
Morocco	USD	5.00	-	-	5.00	-	1.42934
Netherlands	EUR	846.13	0.02	-	837.02	9.11	1.19751
New Zealand	NZD	55.00	-	-	54.31	0.69	2.01683
Nigeria	USD	20.00	0.22	-	19.82	0.18	1.42934
Norway	NOK	3,348.88	-	-	3,294.47	54.41	12.22176
Pakistan	USD	28.00	-	-	28.00	-	1.42934
Philippines	USD	5.97	-	-	5.84	0.13	1.42934
Poland	EUR	18.77	-	-	18.67	0.10	1.19751
Portugal	EUR	11.93	-	-	11.81	0.12	1.19751
Russia	USD	50.00	-	-	50.00	-	1.42934
Saudi Arabia	USD	700.00	-	-	698.37	1.63	1.42934
Singapore	USD	68.77	-	-	68.22	0.55	1.42934
Slovak Republic	EUR	2.88	-	-	2.85	0.03	1.19751
South Africa	ZAR	199.02	1.58	-	194.09	4.93	20.65496
Spain	EUR	291.67	-	-	285.35	6.32	1.19751
Sweden	SEK	9,200.00	-	-	9,106.72	93.28	12.18022
Switzerland	USD	725.00	-	-	716.29	8.71	1.42934
Thailand	THB	327.70	-	-	325.99	1.71	45.40357
Turkey	USD	14.11	-	-	14.11	-	1.42934
United Kingdom	GBP	1,414.00	-	-	1,383.50	30.50	1.02853
United States	USD	3,500.00	-	-	3,423.79	76.21	1.42934

1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.

2/ Contributions of countries with an average inflation rate exceeding 10 percent over the 2017-2019 period would be denominated in SDR or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the association.

3/ The amounts in national currency ('NC') exclude individual acceleration credits (when applicable) and grant elements of concessional loan (when applicable), both of which are included in the SDR and USD amounts. The equivalent NC amount of any individual acceleration credit or grant element of concessional loan is shown separately in columns 3 and 4 respectively.



**Table 1b. Concessional Loan Contributions to the Twentieth Replenishment**  
*(Contribution Amounts in SDR millions)*

Contributing Members	Loan Amount <sup>1/</sup>				Loan Terms		Grant Element from Loan	
	SDR Million	Currency	FX	Currency Million	Maturity	Coupon Rate in Loan Currency Terms	SDR Million	Currency Million
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Belgium	213.75	EUR	1.19751	255.97	10-50	0.00%	48.45	58.02

1/ Indicative contribution, subject to government and/or parliamentary approval.









ATTACHMENT I

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Addition to Resources: Eighteenth Replenishment

*Instrument of Commitment*

Reference is made to Resolution No. \_\_\_\_\_ of the Board of Governors of the International Development Association entitled "Additions to Resources: Eighteenth Replenishment", which was adopted on \_\_\_\_\_, 2022 ("the Resolution").

The Government of \_\_\_\_\_ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 3 of the Resolution that it will make the subscriptions<sup>1</sup> authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of \_\_\_\_\_<sup>2 3</sup>.

\_\_\_\_\_  
(Date)

\_\_\_\_\_  
(Name and Office)<sup>4</sup>

\*

1 This form of Instrument of Commitment may be used for a Member's regular subscription and any Debt Relief Additional Contribution either under a separate instrument or combined.  
2 Pursuant to paragraph 6(b) of the Twentieth Replenishment Resolution, members referred to in paragraph 4(b) of the Resolution are required to denominate their subscription, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 6(b) of the Resolution. For members referred to in paragraph 4(a) of the Resolution, payment will be made as provided in paragraph 6(a) of the Resolution.  
3 [In addition to this amount, the member will contribute \_\_\_\_\_ which represents the grant element of the Concessional Partner Loan (only applicable for CPL subscriptions).]  
4 The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

## ATTACHMENT II

**Encashment Schedule for IDA20 Contributions***(Percent of Total Contributions)*

<i>Fiscal Year</i>	<i>Standard Schedule</i>
2023	4.7
2024	11.2
2025	17.0
2026	17.3
2027	15.2
2028	13.1
2029	10.2
2010	7.0
2031	4.3
	<hr/>
	100.0

